

Or, la semaine dernière, il a été annoncé dans la Chambre des pairs qu'une enquête avait été faite sur les causes de la stagnation du commerce et de l'agriculture en Angleterre. Lord Beaconsfield déclara que la dépression était sans précédent, et que la richesse publique avait diminué de £80,000,000. Je ne crois pas que cet état de choses puisse établir la proposition de mon honorable ami de la gauche, qui soutient que le libre-échange amène la prospérité et que la protection la détruit.

Il est inutile pour moi de répéter ici ce qui a été dit si souvent, à savoir que même l'abolition des lois sur les céréales (*corn laws*) pourrait être considérée plutôt comme une mesure qui donnerait aux fabricants une protection qu'elle enlèverait aux agriculteurs, parce que l'abolition de ces lois eut pour résultat de faire tomber le prix de la main-d'œuvre, dans l'intérêt des entreprises manufacturières de l'Angleterre; et c'est dans le but de développer les industries manufacturières de ce pays, de créer divers genres d'occupations que nous avons recours au principe de la protection dans les circonstances actuelles. Ainsi donc, que le libre-échange et la protection aient tous deux le même effet dans leur opération ou que la protection, comme politique, soit supérieure au libre-échange, ou que le libre-échange comme principe, soit meilleur que la protection, je reste convaincu que ce qu'il faut, à cette heure, au Canada, c'est la protection. Au reste, rien dans les circonstances où nous nous trouvons, ni dans les relations de ce pays, n'indique qu'une politique de protection dans l'état actuel de notre développement ne nous serait pas avantageuse, tandis que d'un autre côté tout tend à démontrer que l'espèce de liberté commerciale que nous avons laissée prendre nous a été préjudiciable.

Que la Chambre considère un moment la magnificence de ce pays, sa vaste étendue, ses ressources inépuisables, ses institutions libres; sa population si vigoureuse de corps et d'intelligence. Il est vrai, que l'honorable député de Lambton (M. Mackenzie) l'a appelé "la pire moitié du continent"; mais s'il en est ainsi, c'est une autre raison que nous avons de déployer toute notre énergie et notre intelligence afin de nous rendre ca-

pables de lutter plus avantageusement avec nos rivaux qui sont mieux favorisés.

Cependant le pays qui jouit du plus doux climat, dont le sol produit avec plus de facilité, où la vie exige moins de travail, n'est pas toujours le meilleur. Bien préférable et plus longtemps prospère pourrait être celui où la nature ne cède ses trésors qu'après la lutte, et où l'esprit de ses enfants est stimulé en raison des difficultés qu'ils ont à surmonter. La Turquie ne serait peut-être pas aussi pauvre aujourd'hui si elle avait été moins fertile, et la Grande-Bretagne ne posséderait peut-être pas l'influence prépondérante qu'elle exerce de nos jours, si elle avait moins exigé de ses habitants. Ne murmurons donc pas contre notre partage, contre un pays où les conditions de prospérité consistent dans le travail des bras et celui de l'intelligence de sa population; l'un qui trouve et l'autre qui met à exécution les moyens qui conduisent au succès. C'est un pays assez vaste et assez beau pour devenir l'égal de la plus glorieuse nation du globe, un pays dont le sol possède de précieux dépôts de minéraux, et dont les mers, les rivières et les lacs renferment des trésors. Et cependant malgré toutes ses ressources, malgré toute sa vigueur naturelle, ce pays qui, il y a douze ans passés, s'avancait avec tant de succès et si vite dans la voie du progrès et de la prospérité, est devenu, durant les cinq dernières années, de plus en plus languissant. Cet état de choses est dû en grande partie aux diverses politiques suivies par la république voisine et par nous-mêmes. Nous avons été exclus de notre propre marché, tandis que nous y avons laissé arriver librement ceux qui ont voulu en profiter. Si je puis me servir de cette comparaison, nous nous sommes follement crus capables de lutter à la course contre un concurrent plus fort que nous, libre dans ses mouvements, et bien exercé, tandis que nous, doués d'énergie musculaire, il est vrai, mais sans pratique ni expérience, nous avons été vaincus parce que nous avons été obligés de subir les conditions qu'il nous avait imposées.

C'est à nous de décider maintenant si nous devons lutter sur un terrain égal sans être tenus d'accorder des faveurs à nos adversaires.

Si donc, comme j'en suis convaincu, du reste, les membres de cette Chambre parta-